

En Hongrie, les sans-abri traités « comme des animaux »

7 mois après l'application locale de la loi constitutionnelle qui restreint l'espace public aux personnes sans-abris, le visage de l'hyper-centre de Budapest commence à changer. Cette question éminemment politique et sociétale, quelques semaines après la réélection d'Orbán - remet à l'ordre du jour la transition politique de 1990, interroge sur le vivre-ensemble actuel en Hongrie et sur le statut des sans-abris. Sont-ils toujours citoyens ?

Gyula Balogh est l'un des vendeurs du journal des sans-abri que l'on peut croiser sous les porches du métro Budapestois. Il a un style qui rappelle les chanteurs populaires hongrois des années 1980. Un « *Jó napot kívánok* » (bonjour) l'interrompt. Il range alors son tas de journaux dans sa sacoche, puis se dirige en dehors de l'obscurité de la station Dózsa György Ut, le terminus de la ligne 3. Attablé dans un restaurant chinois du XIII^{ème} arrondissement, il est rejoint par Zsuzsanna Posfai du collectif « *A Varos Mindenkie* », « La ville est pour tous », dont il est également membre. Il s'amuse ironiquement : « *Pintér (nom du Ministre de l'Intérieur) – Sintér (pelletier, (nc) artisan qui travaille la peau des animaux), c'est la même chose, il veut vendre la peau des sans-abri comme celle des animaux.* »

Ce jeu de mots, très répandu dans la sphère associative hongroise témoigne de l'hostilité d'une partie des travailleurs sociaux vis-à-vis du ministre de l'Intérieur en charge de la tranquillité publique, et donc responsable de l'application de la loi. Le 30 septembre 2013, le Parlement a voté un texte qui permet aux autorités locales de définir des zones interdites aux sans-abri. En 2011, la Cour constitutionnelle avait invalidé le texte. Mais, avec sa majorité des deux tiers, le gouvernement Orbán a modifié la constitution et inscrit dans celle-ci, le 11 mars 2013, la possibilité de pénaliser les SDF. Selon plusieurs ONG, le nombre de sans-abri oscillerait entre 10 000 et 15 000, sur environ 2 millions d'habitants dans la capitale hongroise. Et l'offre en centre d'hébergement est loin de couvrir la demande.

Nettoyage social, violence symbolique

Pour ceux qui connaissent Budapest avant cette nouvelle loi, et notamment l'« hyper-centre », du côté de Pest, où trônent le splendide opéra national et les nombreux musées, tout commence à changer de visage. Il était fréquent de voir de nombreuses personnes sans-abri installées dans un coin d'une rue, sous un porche ou dans une station de métro. Il était également courant de voir, à toutes heures du jour ou de la nuit, des gens chercher, fouiller, retourner les poubelles afin de trouver quelque chose à manger, ou dans l'espoir de tomber sur quelques canettes de « *Sör* » ou de bouteilles de verre afin de glaner quelques forints, la monnaie locale.



Avec la nouvelle loi, les sans-abri sont plus itinérants que jamais © Páldi András

Aujourd'hui, le gouvernement Orbán veut faire place nette. Les quartiers touristiques ou riches sont désormais interdits à cette population nomade, en quête de survie. Il suffit de se promener dans le 5^{ème} arrondissement, celui

du majestueux Parlement – le plus grand d'Europe à la façade néo-gothique - ou de flâner sur *Andrassy Ut*, les « Champs-Élysées » hongrois, pour percevoir le changement. De se rendre à *Nyugati*, la gare de l'Ouest construite par Gustave Eiffel, pour confirmer l'évolution. Ce nœud principal de transport était auparavant bondé de sans-abris, notamment dans les bâtiments désaffectés, derrière l'édifice principal. Un agent de la MÁV, la compagnie nationale hongroise, confirme à voix basse : « *Avant (la loi, Ndr!)*, beaucoup de gens vivaient et dormaient là, particulièrement pendant l'hiver ».

Et pourtant, en dépit de ce nettoyage visuel, les sans-abris errent toujours dans ces zones. Mais ils sont mobiles, actifs, se déplaçant souvent avec un sac et quelques affaires dedans, plus itinérants que jamais. Peu nombreux sont ceux qui arrivent à rester vivre dans ces quartiers où la nourriture est plus facilement accessible, la « manche » plus rémunératrice et les dangers moins prononcés.

1m² à deux pour vivre

Pour demeurer ici, il faut trouver des subterfuges. C'est, par exemple, le cas de Csilla et József, un couple de quinquagénaires qui vit dans la rue depuis sept ans et travaille occasionnellement. Ils « habitent » désormais sur la devanture d'un magasin situé sur le très fréquenté cours *Erszebet*, du nom *magyar* de l'Impératrice Austro-hongroise Sissi. Loin de la vie de château du *Belvedere* ou de *Schönbrunn*, le couple partage un trottoir de moins d'un mètre carré. Cette « opportunité » résulte d'un accord passé avec le propriétaire dont le magasin est actuellement en rénovation. La police n'est désormais plus autorisée à intervenir sur cette sphère privée laissant ainsi le binôme tranquille. Chacun y trouve son intérêt : le patron estime intéressant d'avoir toujours quelqu'un devant sa vitrine afin de protéger les fournitures encore présentes à l'intérieur. « *C'est un jour de travail* », confesse quant à elle Csilla. Avant d'ajouter : « *dans cet endroit de Budapest, nous nous sentons en sécurité.* » A la réouverture du shop programmée le 1^{er} avril, ils ont dû partir. Pour aller « *sûrement dans les bois* », explique l'épouse, d'un regard inquiet.



« *J'accepte également la nourriture* » a écrit Csilla sur son carton. Elle partage ce trottoir d'un mètre carré avec son mari grâce à l'autorisation du propriétaire. © Páldi András

Au cœur de cette agglomération de 1,7 million d'âmes, les forêts représentent depuis quelques années une terre d'accueil pour les personnes sans domicile. Certaines de ces aires sont excentrées des zones d'habitations, comme dans le IV^{ème} arrondissement. D'autres sont à la lisière des grands ensembles urbains, à l'instar d'un bois dans le X^e. Dans cet immense quartier du nom de « Gvadányi » - construit dans les années 60 sous la période communiste - la peinture semble encore fraîche, suite à un récent ravalement de façades. Des couleurs vives et multiples donnent une seconde jeunesse à cet édifice d'un autre siècle. Sur la droite d'une allée secondaire, un petit sentier de terre s'enfonce dans un sous-bois bordé de débris. Au milieu des arbres, des baraquements de fortune s'élèvent. Il semble y avoir de la vie. En s'enfonçant davantage, un couple observe la progression d'êtres inconnus d'un air méfiant : la rancœur et la peur envers les autorités locales ne sont pas étrangères à ce regard soupçonneux. Lui prépare un barbecue improvisé, elle s'attelle à la vaisselle. Leur situation met en évidence l'aberration de la loi.

Ce couple est à la rue depuis 1994 et vit depuis huit ans dans cette lisière. Ils cohabitent dans ce petit « village » avec quatre autres personnes. Lui travaille occasionnellement : une fois par semaine, pour 5 000 Forints, il trie des déchets. Plus loin, c'est le campement des *Gypsies*, un « *endroit dangereux* » selon les résidents. Il y a quelques semaines, les autorités locales, accompagnées de la police, ont fait irruption dans le campement pour annoncer un avis de destruction des cabanes. Le motif est double : la construction est interdite ; ils résident à moins de 100 mètres d'une école, un fait interdit selon la législation. Pour être conforme à la loi, ils doivent détruire leur baraquement et s'installer quelques mètres plus loin, sous des toiles de tentes où le confort est plus restreint, l'isolation moins performante, le tout en plein hiver. Gyula Balogh, le vendeur de journaux et membre du collectif « la ville est pour tous » était présent lors de la venue des forces de l'ordre. Il ajoute : « *la prochaine fois, le couple risque d'aller en prison.* » Et d'expliquer : « *Cette politique de nettoyage a commencé dès 2005. En 2009, les socialistes (MSZP, deuxième force politique du pays) définissaient déjà des territoires interdits aux sans-abri.* »



Le camp de fortune, dans un bois proche du quartier « Gvadányi ». A quelques dizaines de mètres, le mur de l'enceinte scolaire. La loi impose une distance de cent mètres entre les sans-abris et les édifices publics. © Páldi András

« La pire chose dans le communisme, c'est la fin du communisme »

Derrière le but politique et électoral de cette loi, se cache un problème de fond, celui de la pauvreté en Hongrie. Ce phénomène est apparu officiellement après la chute du régime communiste Kádárisme (1956-1988). Pour Antal Kelemen, un travailleur social hongrois, la promesse d'un monde meilleur a fait oublier aux acteurs de la transition la réalité du monde libéral et capitaliste, dans un pays où le système d'Etat-providence à « l'occidental » était à construire, à l'aube des années 1990.

Antal Kelemen réside dans un de ces quartiers pavillonnaires issus du communisme, où les membres du Parti avaient le privilège de loger. Il a dirigé pendant plusieurs années un centre d'hébergement et d'accueil d'urgence, dans le XIV^{ème} arrondissement de Budapest. Son appartement, d'environ 20 m², se transforme en salle de cours magistral. En guise d'introduction, il annonce : « *la pire chose dans la communisme, c'est la fin du communisme* ».

Pour une grande partie des Hongrois, la transition fut très violente. Dans le monde communiste, et particulièrement dans « *le communisme du Goulash* », mené par János Kádár, le peuple hongrois a troqué, durant 30 ans, sa liberté politique contre un confort de vie unique faisant de la Hongrie la « *baraque la plus heureuse du monde communiste* ». Tout répressif qu'il était, ce pouvoir proposait un système social et sanitaire sécurisant. Il permettait des loisirs bon marché ou gratuits pratiqués notamment lors de la belle saison autour du lac Balaton, la plus grande étendue d'eau d'Europe centrale. La transition « *négociée* » vers une démocratie libérale signifia pour de nombreux *magyars* la fin de ce modèle, et surtout, la fin du logement et du travail pour tous.

Après avoir bu un peu d'eau, M. Kelemen poursuit : « *même si, dans les faits, certaines personnes étaient techniquement au chômage, le travail obligatoire maintenait l'individu dans la sphère collective* ». A peine plusieurs mois après le changement de régime, 30 000 personnes se sont retrouvés sans-logement et sans travail dans la capitale hongroise. Dans les deux années qui suivirent la fin du Kádárisme, la moitié des emplois ont été supprimés. Le personnel social était inexistant, et les donations financières, principalement issues de l'Occident, commençaient à se faire plus rares. La nouvelle classe dirigeante en composition fut peu concernée ou plutôt, focalisée sur la nécessité de se faire une place sur le nouvel échiquier politique.

Stigmatiser et criminaliser

Sur le plan politique, ni le premier gouvernement démocratiquement élu, celui de József Antall (1990-1993, Forum démocrate hongrois, MDF) ni celui des socialistes du Gyula Horn (1994-1998, MSzP) n'ont foncièrement agi sur la question. De même pour le gouvernement de Viktor Orbán, lors de son premier passage à la tête du pays (1998-2002, Fidesz). Dans le jardin ensoleillé du centre *Oliver Twist* - une organisation localisée dans le IV^{ème} arrondissement qui a pour objectif la réintégration des sans-abri dans la société – le directeur Surányi Ákos explique : « *C'est une responsabilité collective, droite et gauche confondues depuis plus de 20 ans* ». Un diagnostic corroboré par Zoltán Lakner. Cette politologue rattachée à l'université ELTE va plus loin dans l'analyse : « *lors de la transition et jusqu'au tournant du millénaire, les politiques pensaient que ces « anomalies » passeraient, que le développement linéaire promis par le rapprochement vers le modèle occidental et l'intégration à l'UE réglerait tous les problèmes.* »

L'inconscience des politiques et la foi en la magie du libéralisme ont fait naître un « Etat-providence d'urgence » comme le définit Tomasz Inglot, professeur de sciences sociales à l'université du Wisconsin (États-Unis). Un système caractérisé par l'incertitude, l'incohérence, la fréquence des dilemmes et la brutalité des réponses apportées à ces derniers. En somme, une incapacité de mener des politiques de prévention sur le long terme qui entraîne une politique stigmatisante dont la dernière loi constitutionnelle apparaît comme une nouvelle étape radicale.

Sur le terrain, la stigmatisation se confirme. Cette loi touche "*principalement les quartiers touristiques*" explique Surányi Ákos. Il suffit de s'éloigner légèrement de l'hyper-centre, de traverser le *Duna* pour rencontrer des sans-abri « intégrés » dans leur quartier. Miraih et Péter vivent tous les deux dans le deuxième arrondissement. Leurs sourires masquent leurs états de santé. « *J'ai déjà fait trois crises cardiaques* » explique Miraih. Tous deux gravement malades, ils gardent précieusement leur dossier médical et leurs médicaments sur eux. Assis sur le bord du trottoir, les deux compères saluent à longueur de journée le voisinage, entamant parfois la conversation. Ils refusent de faire la manche mais ne rechignent jamais à donner un petit coup de main aux riverains, en les aidant à garer leur voiture ou en dégelant leur pare-brise les matins de grand froid. « *On connaît la loi. Nous savons que nous n'avons pas le droit d'être là mais la police ne nous embête presque jamais dans ce quartier* » confie Miraih. Tous les soirs, sur la

grande avenue Fő utca, ils prennent leur « appartement » au pied d'une agence immobilière, à même le sol, comme pour souligner davantage l'absurdité de leur condition.

Citoyenneté sacrifiée sur l'hôtel idéologique et électoraliste

La loi s'appuie sur la conception politique et idéologique du Fidesz, le parti au pouvoir. Pour revenir à la gouvernance en 2010, le parti avait initié un mouvement "civique" (en réalité populiste), basé sur une classe moyenne forte, dynamique, entreprenante, disciplinée. En somme, le poumon du redressement économique, spirituel et moral de la Hongrie. Ceux qui ne répondent pas à cette définition sont considérés par Orbán comme des "sous-hommes", incapables d'apporter une plus-value au pays et à qui il ne faut surtout rien donner. Pour Zsuzsanna Posfai du collectif «A Varos Mindenkie», "le gouvernement considère cette population comme des animaux et non pas comme des citoyens."



Gyula Balogh, sans-abri, membre du collectif « A Varos Mindenkie », « La ville est pour tous », très active dans la lutte contre la criminalisation de la pauvreté. Les sans-abris doivent être partie intégrante du combat : « Avec nous et par nous » affirme-t-il. © Páldi András

Malgré une forte mobilisation des acteurs associatifs, la majorité de la population hongroise semble s'accommoder de la politique de stigmatisation menée par l'actuel Premier ministre. Certains y voient une raison économique. Bien qu'Antal Kelemen soit en désaccord avec la philosophie de la loi, il dit comprendre que la présence de sans-abri puisse déranger. Et notamment les touristes, facteur essentiel dans le développement économique du pays.

Pour Zoltán Lakner, politologue, cette stigmatisation est aussi une réponse donnée à cette crise. Contraint par la rigueur budgétaire et par leur idéologie, " ne pouvant pas résoudre le problème de la pauvreté, la Fidesz a décidé d'en profiter électoralement". Pour de nombreux acteurs, la politique menée par Orbán est un leurre : " Si un élu ne peut pas gérer la pauvreté mais souhaite apparaître comme efficace, il est plus simple de faire "disparaître" les sans-abri" poursuit-elle. Dans une société hongroise peu solidaire, tout geste en faveur des plus démunis peut entraîner un revers électoral.

Et pourtant, dans ce marasme politique et social, en dépit de profond clivages, la fierté *magyare* brille toujours. A la question "Vous sentez-vous toujours citoyenne hongroise?", Csilla, qui partage 1m² de trottoir avec son mari, répond les yeux brillants : "Igen, Igen ! (oui,oui) Au fond de mon cœur, je me sens hongroise et libre".

